

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU MFOUNDI

PREFECTURE DE YAOUNDE

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET
FINANCIERES

COMMISSION DE PASSATION DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTER REGION

MFOUNDI DIVISION

04 12 26/03/25

Maitre d'Ouvrage Délégué : Préfet du Département du MFOUNDI

Autorité Contractante : Préfet du Département du MFOUNDI

Commission de Passation des Marchés Publics : Commission Départementale de Passation des Marchés du MFOUNDI

ADDITIF N°001 DU 25/03/2025

**RELATIF A L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°002/ AONO/J06/SAEF/CDPM/2025 DU 27
FEVRIER 2025, EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX POUR L'AMENAGEMENT
DE CERTAINES ROUTES DANS LE DEPARTEMENT DU MFOUNDI – REGION DU CENTRE
EN DEUX (02) LOTS**

REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

AU LIEU DE LIRE	LIRE PLUTOT
<p>Critères éliminatoires Il s'agit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;• de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugé non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;• des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;• de l'absence dans l'Offre Technique d'une rubrique « méthodologie d'exécution, organisation et planning des prestations ».• du non-respect d'un seul critère du conducteur des travaux ;• du non-respect de 70% des critères ci-dessus entraînera l'élimination de l'offre;• de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;• de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;• de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;• de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;• de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.• de l'absence d'une niveleuse et d'un compacteur en propre ou en location• de l'absence de l'attestation de visite de site	<p>Critères éliminatoires Il s'agit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;• de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugé non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;• des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;• du non-respect d'un seul critère du conducteur des travaux ;• du non-respect de 70% des critères ci-dessus entraînera l'élimination de l'offre;• de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;• de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;• de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;• de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;• de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses

<p>signée sur l'honneur avec photos.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>de l'absence d'une référence dans l'aménagement des voiries urbaines en béton bitumineux d'un montant de deux cent millions (200 000 000) FCFA.</i> • Non-respect du format des offres. <p>Le cautionnement de soumission acquittée à la main, timbrée et accompagnée d'un récépissé de la CEDEC conformément aux point 1 et 2 de la lettre circulaire N°0019/LC/MINMAP du 24 juin 2024 (suivant modèle joint), d'un montant correspondant au lot sollicité et d'une durée de validité de quatre-vingt-dix jours ;</p>	<p>environnementales et sociales datée et signée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'absence d'une niveleuse et d'un compacteur en propre ou en location • de l'absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur avec photos. • Non-respect du format des offres. <p>Le cautionnement de soumission de la phase d'exécution acquittée à la main, timbrée et accompagnée d'un récépissé de la CEDEC conformément aux point 1 et 2 de la lettre circulaire N°0019/LC/MINMAP du 24 juin 2024 (suivant modèle joint), d'un montant correspondant au lot sollicité et d'une durée de validité de quatre-vingt-dix jours ;</p> <p>NB : Seules les banques et compagnies d'assurances agréées seront habilitées à établir les cautions.</p>
---	---



YAOUNDE LE 25/03/2025

LE PREFET

DJIKENT Emmanuel Mariel
Administrateur Civil Principal